

Postes supprimés = conditions de travail intenable

En LDR, la direction a supprimé le poste de contrôle aux carters, il n'y a plus qu'un seul opérateur, sous prétexte qu'il n'y aurait plus besoin de contrôler les défauts.

En réalité, elle applique partout la même logique : supprimer des postes et augmenter la pénibilité du travail. La possibilité de tourner sur ce poste une demi-journée par semaine pour chaque opérateur est d'ailleurs une reconnaissance de cette pénibilité, qui devrait être pour nous inacceptable.

Le Visiteur

Le 14 avril, le directeur du directeur (!) est venu faire sa petite inspection à Saint-Ouen. Hormis le fait qu'il était amusant de voir la hiérarchie dans tous ses états face à cette visite, nous avons pu noter le caractère hautain du personnage qui a débarqué dans notre usine au milieu de son cortège et n'a pas daigné nous adresser la parole. Il paraît qu'il était là pour recommander la plus stricte économie dans les dépenses de l'usine. M. « Serrez les cordons de la bourse pour majorer les profits de PSA » aurait pu passer son chemin !

Le facteur sonne toujours deux fois

Depuis le scandale du diesel PSA travaille sa com' à tout va sur son respect des normes de pollution en vigueur. Pourtant, 5 sites PSA, dont Saint-Ouen, ont eu droit à une visite de la Répression des fraudes sur le sujet. Selon elle, trois modèles diesel dépasseraient les limites d'émission de NOx. Trois mois après être passé chez Renault on peut constater qu'ils ont pris leur temps. Le nettoyage de printemps avait-il eu le temps de se faire ?

L'État complice des enfumeurs

Toutes ces gesticulations ne doivent pas occulter que l'État a sa part de responsabilité. Il a favorisé les motorisations diesel de mille et une manières pour défendre les intérêts des patrons français de l'automobile. Peugeot en tête.

Fin mars un article publié par le quotidien Le Monde révélait que les autorités françaises avaient enterré un rapport du CNRS réalisé il y a 20 ans. Ce dernier mettait en évidence le lien entre les gaz d'échappement de diesel et le risque de cancer. Plus récemment, la commission européenne sous pression des lobbies automobiles a multiplié les taux d'émission de polluant par 2.

Après l'amiante, le diesel s'annonce comme une nouvelle bombe à retardement.

De PSA à Areva, le roi du pantouflage

A ceux qui s'étonnaient de le voir intervenir lors d'un colloque sur le Vietnam en tant que « représentant spécial du ministre des Affaires étrangères auprès de l'Asean » (Association des nations du Sud-Est asiatique) Philippe Varin a expliqué que sa nouvelle fonction à la tête d'Areva n'était « pas un job à temps plein » et que cela lui laissait du temps libre.

A 120 000 euros par an (sa rémunération chez Areva en 2015), voilà un temps partiel que bien des salariés apprécieraient, notamment ceux qui se retrouvent au RSA après qu'il a fait fermer l'usine d'Aulnay-sous-bois et orchestré des milliers d'autres suppressions d'emplois dans le groupe PSA.

Nuit Debout au Technocentre de Renault Guyancourt

Mardi 19 avril au matin, plus d'une centaine de militants de Nuit Debout sont venus à la rencontre des salariés du Technocentre. Dans la bonne humeur, distributions de tracts, chants et prises de paroles se sont succédés aux portes de Renault dans le but de propager l'idée qu'il faut une mobilisation de tous les salariés contre la loi Travail.

Tous tenaient aussi à accompagner le salarié prestataire qui est interdit de site et menacé de licenciement depuis qu'il a fait la pub auprès des syndicats de l'entreprise, par mail, depuis son domicile et avec son adresse privée, du film *Merci Patron* qui dénonce les licenciements du groupe LVMH et tourne en ridicule son PDG, Bernard Arnault.

Renault a aussi son coup de -mauvaise- pub, dont l'entreprise se serait bien passé en pleine affaire diesel.

C'est la direction qu'il faudrait reclasser !

Quand PSA ne vend pas de bagnoles, elle revend ses usines par morceaux. Mulhouse vient d'apprendre la vente d'une partie de la logistique montage à un sous-traitant à partir de fin mai. 73 caristes en CDI sont concernés, ainsi que 48 intérimaires.

Cette fois, les salariés ne sont pas vendus avec, contrairement à certains secteurs comme l'Informatique... Les salariés devraient être reclassés en interne, à Mulhouse ou ailleurs...

Mais on le voit tous les jours : PSA ne connaît qu'un mouvement : celui qui nous mène à la porte ! Certains salariés d'Aulnay, fermée en 2013, attendent encore leur reclassement.